

▪ **MARCHÉS : OCTOBRE ROSE**

Le mois d'octobre est historiquement un mois « maudit » en Bourse. C'est le mois des krachs. Et la psychologie des investisseurs liée à cette période de l'année oriente souvent négativement la tendance. Ça n'a pas été le cas cette fois, en dépit d'une actualité qui est demeurée fournie et fébrile. Après un mauvais départ début d'octobre, les indices ont été bien orientés le reste du mois.

Les investisseurs semblent avoir mis de côté les inquiétudes sur la croissance, avec un secteur manufacturier de part et d'autre de l'Atlantique, qui avait particulièrement inquiété en début de mois.

Si le sentiment général est resté prudent, le tournant positif qu'ont pris les négociations avec la Chine a réussi à donner l'élan nécessaire aux indices. Le sujet de la guerre commerciale constituant le moteur prédominant des marchés.

Washington et Pékin ont fait état de progrès concrets dans leurs discussions et ravivent donc la possibilité d'une première partie d'accord (imminente). Si les détails sont encore flous, à ce stade, l'annonce de la suspension des hausses de droits de douane entrées en vigueur le 15 octobre a déjà été saluée.

Par ailleurs, la progression de l'activité du secteur manufacturier chinois en octobre, à son rythme le plus important depuis plus de deux ans, a aussi contribué au bon espoir des investisseurs.

Parallèlement, les échanges autour du Brexit ont pris un tournant plus constructif à mesure que l'échéance du 31 octobre (qui devait marquer la date officielle du Brexit) approchait. Même si la situation reste confuse, une nouvelle date butoir s'est substituée à la précédente. Le parlement britannique a désormais jusqu'au 31 janvier prochain pour valider (ou pas) l'accord de sortie négocié entre Boris Johnson et l'UE. Fait nouveau, Johnson, espérant récupérer sa majorité, a obtenu la tenue d'élections générales anticipées en décembre. Même si rien n'est réglé, le feuilleton du Brexit semble trouver au moins un épilogue provisoire, qui a apporté un peu de répit du côté des marchés.

Toutes ces avancées permettent à Wall Street de clôturer le mois positivement : S&P 500 +3,29%, Dow Jones +1,8%, Nasdaq +4,85%. Les marchés US sont d'autant plus en forme que la saison des résultats a pris un bon départ, avec des publications des entreprises américaines meilleures que prévu. Wall Street a salué les premières salves de résultats pour le 3e trimestre. Des performances qui ont encouragé, d'autant plus, les investisseurs à se positionner sur les marchés actions.

Les banques américaines, notamment, ont surpris positivement. JP Morgan, Goldman Sachs, Citigroup (entre autres), ont fait état de bonnes performances. Alors que les investisseurs n'anticipaient rien de bon dans un environnement de taux bas.

D'autres grands noms de la place américaine ont vu leur titre grimper après avoir fait part de résultats supérieurs aux attentes. C'est le cas d'Apple qui a tiré la cote en réalisant le meilleur trimestre de son histoire et dont les performances explosent sur un an, malgré une baisse de la vente de ses iPhone. Preuve que le géant a su se diversifier.

Malgré toutes les rumeurs de récession, les entreprises résistent et l'économie américaine poursuit son expansion à un rythme plus qu'honorable. La croissance progresse de 1.9% au troisième trimestre, elle freine un peu (elle était de 2% au T2) mais fait mieux qu'attendu (à 1.5%). Les dernières prévisions montrent désormais une progression du PIB américain de 2,3 % cette année.

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E

La publication positive du rapport sur l'emploi est, également, venue soutenir l'idée qu'une récession américaine n'est pas d'actualité. Le rapport met en lumière des embauches robustes, avec un taux de chômage à 3,6%, au plus bas depuis 50 ans. Le tout accompagné d'une croissance régulière des salaires qui a permis à la consommation des ménages de progresser. Le consommateur américain est dynamique et continue à tirer la croissance américaine et mondiale.

En Europe, si la croissance conserve un rythme lent, +0,2% au troisième trimestre et 1,1% en glissement annuel, toujours impactée par un cœur industriel en panne, les marchés, eux, ont suivi la tendance américaine : Cac40 +2,36 %, Dax30 +4,92% et EuroStoxx +2,45%.

Néanmoins, quelques nouvelles positives en provenance d'Allemagne, montrent qu'on est peut-être à un tournant. Si le pays (très exportateur) a eu du mal à composer avec la guerre commerciale, le récent et important indice IFO témoignant du climat économique en octobre a révélé une amélioration des prévisions des entreprises pour l'avenir, ce qui pourrait annoncer un léger renforcement de l'activité en 2020.

Autre bonne nouvelle, Trump pourrait finalement ne pas imposer de tarifs douaniers sur les importations de voitures européennes aux États-Unis. Ces tarifs s'ils étaient appliqués seraient dévastateurs pour l'Europe. La crainte que Trump ouvre un nouveau front de la Guerre Commerciale avec l'Europe semble donc momentanément suspendue.

Cela montre bien l'influence du président américain qui peut aussi bien stimuler l'économie mondiale, que la faire trébucher par l'intensification de la guerre commerciale.

Le potentiel de hausse est donc bien réel pour la zone euro si cette guerre du commerce se dissipait. D'autant que le canal financier est bien stimulé grâce aux mesures extraordinaires de la BCE.

▪ **VERS LA FIN DE LA GUERRE COMMERCIALE ?**

C'est en tout cas ce dont s'est félicité Donald Trump : « Nous sommes très proches de mettre fin à la guerre commerciale ».

Ce serait un véritable tournant. Depuis plus d'un an maintenant, le spectre d'une guerre commerciale entre la Chine et les Etats-Unis alimente régulièrement les inquiétudes des investisseurs. Ce conflit, qui s'est traduit par des tarifs douaniers punitifs réciproques sur des centaines de milliards de marchandises, a considérablement affecté l'ensemble du commerce international. Chaque jour ou presque, depuis un an, a apporté son lot de tweets intempestifs de la part du président américain à l'encontre de la Chine. Des tensions à l'origine du retour de la volatilité. Les marchés étant très sensibles sur le sujet.

Toujours est-il que des progrès notables ont été accomplis et Washington serait sur le point de finaliser la « phase 1 » d'un accord avec Pékin (qui devrait s'établir sur trois phases).

Si aucun détail n'a vraiment filtré, des avancées ont été constatées sur les trois points sensibles, à savoir une plus grande ouverture du marché chinois aux entreprises américaines, la suppression de la pratique du transfert forcé de technologie et la protection de la propriété intellectuelle.

Les deux pays ont laissé entendre qu'un début d'accord serait signé à la mi-novembre. Il devient crucial tant pour les Etats-Unis que pour la Chine, chacun menacé par un ralentissement de son économie, de trouver si ce n'est un accord final, un début de consensus acté.

En Chine, c'est un soulagement. La guerre commerciale commence à rogner sur la croissance chinoise. Les dégâts sont en grande partie imputables au tassement des exportations. Ce qui explique que Pékin a dû se décider à faire des concessions pour qu'un accord soit enfin scellé.

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E

Trump n'est pas en reste. En pleine campagne électorale, il a besoin de cet accord avec la Chine. Entre la procédure de destitution et sa politique étrangère de plus en plus critiquée, il doit redresser sa cote de popularité.

Par ailleurs pour être réélu en 2020, le président américain devra de nouveau compter sur l'Amérique rurale. Et c'est là que le bât blesse. La guerre commerciale pénalise fortement les agriculteurs américains, touchés de plein fouet par les taxes douanières imposées par Pékin. En visant des productions agricoles stratégiques telles que le soja ou le porc, la Chine a su frapper là où ça faisait mal pour Trump, d'un point de vue électoral. C'est sur ce point que se joue probablement un accord, même si c'est un accord *a minima*. À un an des présidentielles, le président américain ne peut pas se mettre à dos le cœur de son électorat. Il est au pied du mur.

Donald Trump a d'ores et déjà annoncé qu'aux termes de cet accord, Pékin s'engagerait à acheter davantage de produits agricoles aux Etats-Unis. Il en sortirait donc gagnant aux yeux de son électorat.

L'autre but sous-jacent étant de rassurer les marchés. Objectif atteint.

▪ **US /ÉLECTIONS 2020 : ELISABETH WARREN INQUIÈTE WALL STREET**

À mesure qu'elle progresse dans les sondages, Elizabeth Warren dont le programme est très marqué à gauche, préoccupe Wall Street. Si les investisseurs commencent à s'en alarmer c'est qu'elle est désormais favorite pour affronter Donald Trump lors de la présidentielle qui aura lieu dans un an.

L'hypothèse Warren commence sérieusement à s'installer dans cette campagne. Entre Trump empêtré dans son affaire de destitution et Joe Biden, jusqu'ici grand favori des démocrates, mais lui aussi très gêné par l'affaire ukrainienne qui touche son fils, Elizabeth Warren semble avoir un boulevard pour se faire une place.

Elle partait de loin mais vient de passer devant l'ancien vice-président de Barack Obama qui était pourtant archi favori dans les sondages. Joe Biden a caracolé largement en tête pendant des semaines après son entrée dans la campagne. Mais l'affaire ukrainienne, qui vaut des ennuis à Trump, en vaut aussi par ricochet à Joe Biden qui a été accusé (sans preuve) par Trump d'être "corrompu", au même titre que son fils, qui a fait du business avec une compagnie gazière de Kiev alors que Biden était vice-président.

Elizabeth Warren devance aussi Bernie Sanders, très populaire et très à gauche, mais fragilisé par sa santé. Logiquement si Bernie Sanders devait renoncer, c'est Elizabeth Warren qui récupérerait ses voix, ils sont sur la même lignée politique. Ce qui accentuerait d'autant plus son avance.

C'est encore un long marathon mais elle se pose en nouvelle favorite de la Primaire démocrate.

Un scénario qui effraie de plus en plus à Wall Street. La sénatrice du Massachussetts est connue des milieux d'affaire. C'est pour ainsi dire la « bête noire » de Wall Street, car elle a bâti sa réputation en se posant comme pourfendeuse des excès de la finance.

Son programme, est aux antipodes de Trump : augmentation des impôts sur les sociétés, impôt sur la fortune à la française. Elizabeth Warren est aussi en guerre contre les GAFAs, les géants d'internet et en particulier contre Facebook. Elle veut démanteler le réseau social à qui elle reproche des pratiques anti-concurrentielles.

Elle aspire à réformer l'économie américaine pour la rendre plus juste, une sorte d'avocate de la classe moyenne qui plaie (en théorie) aux américains.

Pour autant, cette popularité grandissante sera-t-elle suffisante pour remporter la Primaire démocrate, puis l'élection présidentielle ? C'est moins certain.

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E

La démocrate Elizabeth Warren a un talon d'Achille : celui d'être trop à gauche pour les américains. C'est un handicap. Son ancrage à gauche pourrait lui nuire si elle devait être choisie pour contrer Donald Trump en 2020. D'ailleurs, Trump se réjouit de la voir décoller dans les sondages. C'est son adversaire préférée, qui si elle était en face de lui pourrait lui assurer sa réélection.

Mais ce qui inquiète les investisseurs, c'est qu'on ne peut pas exclure que les Américains rejettent l'idée d'avoir Trump pour quatre ans de plus. Warren pourrait alors profiter du vote de rejet contre Trump. Ce scénario n'est pas écarté par les marchés. En 2007, personne ne croyait à Obama.

▪ **DRAGHI / LAGARDE, PASSATION DE POUVOIR À LA BCE**

Christine Lagarde a pris ses fonctions à la tête de la BCE. C'est la première femme à prendre la présidence de cette prestigieuse institution et les défis qui l'attendent sont énormes. Cette passation de pouvoir entre Draghi et Lagarde s'effectue dans un contexte assez complexe, en pleine polémique sur les effets pervers d'une politique monétaire trop accommodante et alors que la croissance ralentit dans la zone euro.

La question est donc de savoir si Mme Lagarde va s'inscrire dans l'héritage plutôt « dovish » de Mario Draghi. A savoir, continuer une politique de *Quantitative Easing* : qui consiste à prêter davantage aux banques et à maintenir les taux d'intérêt bas, pour favoriser l'investissement et relancer l'économie.

La réponse est OUI. On sait déjà qu'elle devrait poursuivre dans la lignée de Mario Draghi qu'elle a défendu. Alors qu'il est reproché à l'ancien patron de la BCE d'être allé trop loin dans sa politique accommodante, Lagarde s'est attachée à défendre le bilan de son prédécesseur, affirmant que la dégradation de l'économie justifiait de telles mesures. Elle a été plus loin, en affirmant que si la BCE n'avait rien fait, la zone euro serait certainement en récession à l'heure qu'il est.

Toutefois, Christine Lagarde a ajouté que le *stimulus* monétaire ne suffisait plus et qu'il revenait aux états désormais de prendre le relais de la BCE, en procédant à des *stimulus* budgétaires. La nouvelle patronne de la BCE encourage fermement les gouvernements à profiter des taux bas, afin d'investir davantage en Europe : dans les technologies d'avenir, le numérique ou encore les énergies vertes... Afin de soutenir la croissance en zone euro.

Dans son raisonnement elle vise notamment l'Allemagne et sa gestion très « fourmi », avec ses 52 milliards d'excédent budgétaire. Investir plus massivement en Europe et en faire bénéficier la zone euro, serait selon Mme Lagarde, une stratégie économique plus « sécurisée » pour l'Allemagne, afin de se protéger des aléas de la conjoncture mondiale et d'être moins dépendante des exportations vers la Chine.

Une de ses principales missions sera donc d'arriver à pousser les états à faire de la relance. Au fond, c'est une mission très politique que Christine Lagarde semble vouloir endosser. C'est ce qui explique que son profil ait certainement été retenu. Mario Draghi était un technicien de haut vol : il est celui qui a mis au point des outils monétaires sur mesure, ultrasophistiqués. Lagarde, elle, n'a certes pas la réputation d'être une grande technicienne, mais elle a l'habitude de se frotter aux politiques. Elle a le sens de la diplomatie qui lui permettra d'expliquer aux allemands de mettre « la main au portefeuille » pour relancer la croissance en zone euro.

Le profil plus politique de Lagarde colle donc parfaitement aux défis actuels de la BCE. L'après Draghi s'annonce, néanmoins, assez incertain, alors que le monde s'interroge sur les effets secondaires de ces politiques ultra-accommodantes qui ont cassé tous les codes existants.

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E

▪ **FED : UN GARDE-FOU DANS CETTE PÉRIODE AGITÉE**

La bonne résistance de l'économie américaine n'a pas empêché la Fed de baisser ses taux (dans une fourchette de 1,5% à 1,75%), pour la troisième fois consécutive. Pour justifier cette baisse, alors que la croissance a encore de la ressource et que le chômage est au plus bas depuis 50 ans, Jerome Powell le patron de la Fed, a présenté cette nouvelle baisse des taux comme une « assurance » contre les incertitudes liées au commerce et au ralentissement de la croissance mondiale.

Les trois baisses de taux opérées par la Réserve fédérale cette année permettent à l'économie américaine de mieux faire face aux risques de ralentissement mondial. En soutenant l'économie la Fed a sans doute évité un décrochage brutal.

La question est de savoir si la Fed va en rester là ? A priori oui, le ton du communiqué ainsi que les propos formulés par Jerome Powell lors de la conférence de presse ne sous entendent pas de réduction de taux d'intérêt en décembre. A défaut de symptômes alarmants, la Fed devrait donc maintenir le *statu quo* pendant un certain temps.

In fine, le marché a bénéficié de ses trois hausses de taux cette année, comme il l'espérait. On peut dire que la Fed a fait son travail, elle a endigué les risques de ralentissement économique. A ce stade, il n'y a pas de raison d'en faire plus.

Le marché n'a plus d'attentes et n'anticipe plus qu'une baisse supplémentaire dans les douze mois. Les investisseurs retrouvent donc de la visibilité.

▪ **BREXIT : PAS DE SORTIE LE 31 OCTOBRE**

Le Brexit a encore occupé une grande partie du terrain médiatique. A chaque jour son rebondissement dans cet épineux dossier, déclenché le 23 juin 2016.

Quoi qu'il en soit, les marchés ont été soulagés. Il n'y a pas eu de « hard » Brexit le 31 octobre. Boris Johnson s'est lui excusé de ne pas avoir sorti le Royaume-Uni de l'UE. De ce point de vue-là il a perdu son pari.

Néanmoins Boris Johnson a tout de même esquissé une première victoire. Les députés britanniques approuvent (sur le principe) son accord négocié avec l'Union Européenne, ils ont toutefois rejeté le calendrier accéléré imposé par le premier ministre. En clair, les députés veulent se donner du temps pour valider l'accord. Il est ardu de s'y retrouver tant les jeux politiques sont complexes.

La nouvelle date limite est donc le 31 janvier (l'UE est prête à avancer le calendrier si le texte conclu avec Boris Johnson est ratifié avant). Mais pour ratifier le texte, Johnson souhaite bénéficier d'une plus large majorité et va donc lancer des élections anticipées.

Et c'est là que se pose sa deuxième « victoire ». Boris Johnson a enfin réussi à décrocher (aux forceps) la tenue d'élections générales anticipées. Les Britanniques seront donc appelés aux urnes pour la troisième fois en trois ans (après le référendum de 2016 et les élections générales organisées par Theresa May en 2017).

L'enjeu est de taille pour le Royaume-Uni. La nature du Brexit dépendra du résultat et du prochain gouvernement. Pour l'instant, les sondages donnent une avance au parti du Premier ministre Boris Johnson. S'il remporte les élections, l'accord qu'il a négocié avec l'Union européenne devrait être validé et servir de base à une sortie organisée. La perspective d'un Brexit sans accord paraît donc de moins en moins probable et a offert un répit au marché.

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E

▪ **EUR-USD : LÉGER ESSOUFFLEMENT DU DOLLAR**

Si le dollar a beaucoup progressé sur les derniers trimestres, octobre a été un mois un peu plus difficile pour la devise américaine, qui a corrigé suite à la dégradation des enquêtes d'activité ISM (indices des directeurs d'achats) dans l'industrie et les services aux États-Unis.

Par ailleurs l'optimisme concernant une désescalade dans le conflit commercial entre la Chine et les États-Unis et la diminution du risque d'un Brexit sans accord ont contribué à la baisse de la demande de dollar, souvent considéré comme une valeur refuge qui s'apprécie en période d'incertitude.

Mais en toile de fond l'avantage est toujours du côté du billet vert. Les taux directeurs de la Fed restent positifs, à l'heure où ceux de la BCE sont négatifs, ce qui favorise les flux de capitaux entrants à la recherche de rendements élevés aux États-Unis.

Par ailleurs, le dollar a profité d'une croissance américaine jusque-là relativement solide par rapport à celles des autres grandes zones économiques, dont la zone euro où les craintes de ralentissement sont importants.

Bien que l'euro avoisine les 1,11 dollar, avec une hausse de près de 2% par rapport au dollar en octobre, la volonté de la Fed de faire une pause dans ses baisses de taux devrait profiter au billet vert.

▪ **PÉTROLE : CALME PLAT EN OCTOBRE**

Après des forts pics de volatilité en septembre dues aux attaques des infrastructures en Arabie Saoudite, la situation semble s'être rétablie et le pétrole a connu une évolution des cours plus « monotone » en octobre, naviguant tout le mois autour de \$60 le baril de Brent (\$56 pour le WTI).

Cette stagnation s'explique par le fait que deux influences s'opposent et dont les effets s'annulent. D'un côté, il y a l'Opep et les grands pays producteurs comme la Russie, qui font le nécessaire depuis plusieurs mois pour réduire leur production afin d'équilibrer le marché et renforcer les prix. De l'autre, il y a les craintes d'un essoufflement de la croissance en Chine (premier consommateur de pétrole), qui contrecarre la progression des prix du baril.

L'Agence Internationale de l'Énergie a revu à la baisse ses prévisions de croissance de la demande de pétrole. Elle anticipait une croissance de la consommation de brut cette année de 1.600.000 b/j, ces chiffres ont été révisés à 1.000.000 de barils par jour. Soit, *in fine*, 600.000 barils par jour en trop sur le marché. Ce qui fait baisser les prix.

Des prévisions qui pourraient amener l'Opep à réduire encore un peu plus sa production. Le raisonnement étant que l'Arabie Saoudite a toujours son « joyau » national, l'ARAMCO, à introduire en bourse et qu'elle a besoin d'un prix du pétrole soutenu pour faire cette introduction dans les meilleures conditions. D'autant plus que le calendrier de cette opération vient d'être annoncé. L'entrée de la Saudi Aramco sur les marchés se fera en deux temps : d'abord à Riyad sur le Saudi Stock Exchange en décembre, puis, en 2020, sur une place financière internationale. Cette introduction souligne la volonté du prince héritier MBS de transformer en profondeur l'économie de son pays, ultra-dépendante au pétrole.

Une nouvelle qui arrive à point nommé pour les cours du brut, puisque ces derniers jours le prix du baril a été soutenu par les espoirs de signature prochaine de l'accord commercial entre les États-Unis et la Chine, qui ont donné un coup de fouet au pétrole, remontant au plus haut depuis 6 semaines (Brent \$63).

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E

▪ **GOLD : LES TAUX BAS, SOUTIEN DURABLE DE L'OR**

Une conjonction de facteurs s'est mise en place depuis le début de l'année pour servir de socle à la hausse du prix de l'or, qui évolue au-dessus des 1500 dollars (un plus haut depuis six ans).

Si l'or est historiquement une sorte d'assurance en cas de crise économique ou boursière, ce qui surprend aujourd'hui c'est que la tendance haussière du Gold se déploie alors même que les indices boursiers sont en hausse.

Les taux bas, voir négatifs sont la principale explication de l'attrait des investisseurs vers les métaux précieux. Les derniers mois ont vu le cours du métal jaune porté par des politiques monétaires de nouveau très accommodantes. L'once est inversement corrélée aux taux d'intérêt, une baisse des taux provoque la hausse des cours de l'or.

La recherche de rendement sur le marché du crédit devient donc de plus en plus difficile et cela profite à l'or. Bien que le métal précieux n'offre pas de rendement, c'est un investissement qui reste plus intéressant que les actifs rapportant « moins que rien » (obligations à taux négatifs).

En parallèle, le marché physique connaît un grand « boom ». Les banques centrales confirment leur intérêt pour le métal jaune en ne cessant d'augmenter leurs stocks d'or physique. Celles des pays émergents notamment, qui offrent un soutien de poids : Chine, Vietnam, Russie, Turquie, Inde... Elles cherchent à diversifier leurs réserves, pour moins dépendre du dollar. Les banques centrales ont acheté 651 tonnes d'or l'année dernière, un record depuis 50 ans. Et l'année 2019 est bien partie pour établir un nouvel exploit.

Autre détail important sur le marché physique, la production d'or tend à stagner, faute de découverte majeure depuis vingt ans. Une offre plus faible soutient les prix à la hausse.

Le métal fin bénéficie donc d'une conjoncture des plus favorable, avec des politiques monétaires qui maintiennent les taux d'intérêt au plancher et un marché physique dynamique. Et comme ces facteurs qui ont soutenu l'or ces derniers temps, sont appelés à demeurer à moyen terme, il n'y a pas de raison pour que cette ascension prenne fin.

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :
Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF
Association agréée par l'AMF
Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS
SAS au capital de 300 000 E

CONCLUSION

Le mois d'octobre qui s'annonçait comme le mois de tous les dangers sur les marchés s'est finalement achevé de manière rassurante, la plupart des risques ayant été balayés.

Deux des problèmes qui secouent les marchés depuis plus d'un an, à savoir la Guerre Commerciale et le Brexit, ont connu des avancées substantielles. Des ébauches d'accords sur ces deux fronts ont permis de lever une partie de l'incertitude. Les changements de l'état d'esprit des investisseurs, expliquent largement la bonne tenue des marchés financiers, dont certains flirtent avec leurs records historiques.

Les marchés sont en mode "risk on", ils sont massivement drivés par la recherche de rendements positifs dans un univers de taux négatifs. Pourtant ils manquent encore de visibilité sur cette question commerciale, car il reste à mettre par écrit l'accord, pour l'instant verbal. Les investisseurs aimeraient enfin se positionner sur des certitudes.

La hausse des actions pourrait se prolonger à court terme. Même si des à-coups pourront être observés. La désescalade de la guerre commerciale entre les États-Unis et la Chine est encourageante pour les perspectives de la croissance mondiale.

Parallèlement les conditions financières sont nettement plus favorables qu'il y a un an où les grandes banques centrales envisageaient l'arrêt des politiques accommodantes.

Les baisses de taux directeur de la Fed ont soutenu le crédit, l'immobilier, les créations d'emplois aux États-Unis. Les ménages américains ont aussi profité de ces taux bas pour augmenter leurs dépenses de consommation et soutenir l'économie américaine qui continue à défier la loi des cycles, avec une croissance qui a dépassé maintenant les 10 ans.

Les politiques monétaires accommodantes, très critiquées actuellement, servent de digues contre la récession. À ce titre l'activisme des banques centrales est sans conteste un facteur de soutien des marchés.

L'équipe recherche et analyse
Hets-Capital

Le document a été remis par Hets-Capital à son destinataire à son usage exclusif, et ne peut être utilisé, ni reproduit, à d'autres fins. Le contenu de ce document ne constitue ni une recommandation, ni une offre d'achat, ni une proposition de vente, ni une incitation à l'investissement ou à l'arbitrage. Il ne constitue en aucun cas un élément contractuel. Les informations, analyses et statistiques communiquées dans ce document proviennent de documents publics ou de sources qui peuvent être considérées comme fiables, mais ne sauraient engager la responsabilité de Hets-Capital, mais aucune garantie ne peut être donnée quant à leur exactitude. Les opinions émises dans ce document ne constituent pas un engagement de Hets-Capital, mais reflètent uniquement son sentiment. Tous les portefeuilles, produits et valeurs figurant dans ce document sont soumis aux fluctuations des marchés et aucune garantie ne peut être donnée quant à leur évolution future. Les performances historiques qui pourraient être indiquées dans les informations transmises par Hets-Capital ne préjugent ni supposent rien des performances futures, et ne constituent en aucun cas une garantie de performance future. Les historiques de performance contenus dans ce document sont purement statistiques. Ils peuvent concerner des investissements qui ne sont pas de nature identique et qui ne peuvent donc pas être comparés les uns aux autres. Toute décision d'investissement ou de désinvestissement qui serait prise par le lecteur sur la base des informations figurant dans ce document, dans le cadre de la gestion de ses avoirs, est décidée à sa seule initiative par l'investisseur qui est familier des mécanismes régissant les marchés financiers et est conscient du fait que certains investissements notamment sur les marchés de futures, d'options et de produits à fort rendement potentiel, les pays dits émergents, les valeurs du second marché ou du hors-cote, peuvent se traduire par des pertes importantes en capital.

HETS-CAPITAL

Immatriculée sous le N°13000424 auprès de l'Orias, www.orias.fr pour les activités de :

Conseil en Investissements Financiers N°D005919 - Membre de la CNCIF

Association agréée par l'AMF

Email: info@hets-capital.com 10, rue de Penthièvre 75008 PARIS

SAS au capital de 300 000 E